

# Mineurs isolés : une question de société qui divise

Les élus n'ont pas cherché de terrain d'entente en ce qui concerne la politique pour les mineurs étrangers isolés. Par contre, ils ont trouvé l'unanimité pour défendre la langue bretonne et le ñ tildé.

## Commentaire

Il y a parfois unanimité. Et il y a les questions qui fâchent.

D'entrée de jeu, hier matin, les élu.e.s du Département ont trouvé un terrain d'entente pour voter un vœu que proposait le régionaliste Christian Troadec, mais que Nathalie Sarrazzelle soutenait aussi : elle souhaitait adresser un courrier à la ministre de la Justice. « Il y a bien des choses qui peuvent mettre en danger la République. Le tilde ne fait décidément pas partie de celles-ci. Concentrons nos efforts sur les réels dangers et laissons notre langue régionale, langue vivante, s'épanouir dans la totalité de ses lettres et signes diacritiques. »

Après quelques échanges, le conseil départemental a voté à l'unanimité le vœu proposé par l'élu du Pôher par lequel l'assemblée soutient les parents qui veulent donner un prénom breton à leurs enfants. Il demande donc au ministère de la Justice de « permettre l'utilisation des signes diacritiques propres aux langues régionales, patrimoine vivant des langues de France, inscrit dans la constitution et ce afin de respecter la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. » Pour dire « à l'unanimité » en breton, on dit *a-unvovezh*.

« Aide-toi et le ciel t'aidera ! »

Mais la belle unanimité n'a pas duré.

Dès sa première prise de parole, Maël de Calan (LR) alignait la gestion de la majorité de gauche : « Toutes les collectivités ne sont pas aussi mal gérées : allez voir en Morbihan ou en Côtes-d'Armor », glisse le patron de l'opposition. Ces deux Départements sont menés par la droite.

Le Roscovite pense citer les Écritures, et faire un clin d'œil à Marc Labbey, socialiste, défenseur des valeurs laïques : « Aide-toi et le ciel t'aidera ! Il faut vous fixer des objectifs d'économies pour pouvoir investir, au lieu de critiquer les baisses de dotations. Le tableau des emplois ne baisse pas. Les frais de fonctionnement ne sont pas mis sous contrôle... C'est la gabegie en ce qui concerne les mineurs isolés non accompagnés... »

La laïcité de la citation est avérée : le proverbe « Aide-toi et le ciel t'aidera » vient de la fable *Le Châtier embourbé* de Jean de la Fontaine, lui-même inspiré d'une fable d'Ésope.

## « Missions de l'État »

La question des mineurs non accompagnés reviendra encore sur le tapis. Cette politique oblige le Département à inscrire des crédits supplémentaires de l'ordre de 1,6 million d'euros. Ces mineurs étaient au nombre de 270 en 2016 et 325 en 2017. Nathalie Sarrazzelle rappelle que « le Président de la République a annoncé que le premier accueil des mineurs isolés, ainsi que l'éva-

luation de leur âge, devraient relever des missions de l'État. Le Premier ministre fera des annonces au Congrès des Départements (ce vendredi). J'attends des propositions concrètes. Une fois ces jeunes reconnus mineurs et isolés, ils nous seront confiés et nous mettrons en œuvre, comme cela est notre mission, les dispositifs de protection de l'enfance pour les accompagner. »

## « La généreuse doctrine »

Pour l'heure, l'évaluation de l'âge des mineurs reste à la charge du Département. Ça plombe les finances. Jocelyne Poitevin (divers droite) attaque : « Nous avons toujours pensé qu'il ne fallait pas être naïf sur la prise en charge des mineurs étrangers isolés demandée par l'État en 2012-2013 par un gouvernement socialiste que vous souteniez. »

Didier Guillon (LR) fustige « la généreuse doctrine de votre assemblée. L'immigration et l'aide sociale à l'enfance ne sont pas à mettre dans le même panier. Désormais, ce n'est plus votre formation politique qui est aux manettes de l'État. Vous avez donc moins d'états d'âmes à charger l'État aujourd'hui qu'hier. » La présidente Sarrazzelle réplique : « Notre position n'a pas changé, c'est le nombre de mineurs qui a évolué. »

Christian GOUEROU.



En haut la droite avec Sophie Boyer, Alain Le Grand, Marie-José Cunin et Jean François Le Bleis.

En bas, la gauche avec Armelle Huruguén, Michaël Quemez, Nathalie Sarrazzelle, Marc Labbey et Roger Mellouet.

## Respect de l'autonomie des collectivités ?

Dans son discours en début de matinée, la présidente Nathalie Sarrazzelle a voulu peser sur certains points reliés à l'actualité. « Nous sommes à la veille de la clôture du congrès de l'Assemblée des départements de France, à un moment crucial de notre mandature. Crucial car nous devrions connaître plus avant les bases légales et financières sur lesquelles appuyer notre action, crucial car c'est le moment où sera donnée l'orientation voulue par le gouvernement pour les années à venir dans ses relations avec les collectivités. Respect de l'autonomie des collectivités ou retour d'une intervention plus forte de l'État dans nos missions ? Ces questions sont au cœur des discussions entre les Départements et le gouvernement », soulignait-elle.

## Un pacte

Les questions en suspens entre l'État et le gouvernement ne sont pas minces : « Le financement des allocations nationales de solidarité, et singulièrement du RSA, ou

les moyens nécessaires à l'accueil des jeunes mineurs non accompagnés en sont quelques exemples. » Impossible de ne pas parler finances et baisses des ressources. Là encore, Nathalie Sarrazzelle dit ses inquiétudes quant à la démarche de l'État qui souhaite passer avec les 319 plus grandes collectivités de France « un pacte qu'il appelle républicain. J'alerte sur les risques d'une telle démarche pour la libre administration des collectivités, dirigées par des élu.e.s issu.e.s de l'expression du suffrage universel. Je comprends bien que la question des finances publiques est en cause. Nous n'avons pas attendu les injonctions de l'État, dans le Finistère, pour proposer des budgets responsables, rigoureux et justes. Nous sommes ainsi parvenus à faire face à la fois à la baisse importante de nos ressources, près de 120 millions en quatre ans, et à la hausse des dépenses de solidarité relevant de la solidarité nationale, tout en maintenant un niveau d'investissement important. »

## Iroise

Nathalie Sarrazzelle : « Je souhaite appeler l'attention de la direction générale de France 3 sur l'importance de l'édition locale Iroise. Je recevrai le directeur régional afin d'évoquer ce sujet avec lui. »

« Je ne pouvais rester silencieuse dans la tempête qui s'est élevée depuis quelques semaines, révélant au grand jour ce que beaucoup, et surtout beaucoup de femmes, connaissent sur la réalité des violences verbales, physiques, du harcèlement et des agressions sexuelles. »

Nathalie Sarrazzelle, présidente du Département.

## Les Rederien pour les Marcheurs ?

En plein débat sur la baisse des Aides personnalisées au logement (APL), décidée par le gouvernement, Christian Troadec pose la question : pourquoi des élus de l'assemblée départementale ne disent-ils pas s'ils sont « Marcheurs ou pas ? » Il ajoute : « Ils pourraient nous dire pourquoi ils sont d'accord avec la

politique du gouvernement et créer un groupe politique s'ils sont deux. Je leur propose de s'appeler « Les Rederien ». »

Stéphane Peron, qui se sent directement visé, réplique. « Oui, je suis en Marche. Et alors. ? Je ne suis pas dogmatique. »

## La baisse des aides au logement inquiète

Quand Jean-Paul Vermot (PS) a présenté l'impact de la baisse de l'Aide personnalisée au logement (APL) à l'assemblée, il a indiqué que le résultat de l'office public Finistère Habitat serait amputé des 2/3. « Nous perdons 4,4 millions d'euros sur 6 millions d'euros. Je parle de résultat, pas de bénéfices. Ce résultat est réinvesti chaque année et permet avec un effet levier pour l'emprunt de mettre 60 millions d'euros d'investissements. »

## « 160 emplois en moins »

Cela représente 350 logements neufs et réhabilités en Finistère. Et pas mal d'emplois. Pour la fédération du Bâtiment du Finistère, pour une création de logement, on a deux créations d'emplois. Jean-Paul Vermot, président de Finistère Habitat, dit sa colère : « Notre Président a parlé d'un pacte girondin. Sur le logement social, il s'agit d'une décision unilatérale. Nous avons déprogrammé 80 logements en 2017. Cela fait 160 emplois en moins. »

Maël de Calan aimerait entendre les députés du Finistère (LREM) « pour qu'ils nous expliquent la politique du gouvernement. » Pour autant, il ne partage pas la même vision que Jean-Paul Vermot, pour qui la gestion du logement social « n'est pas de la comptabilité, c'est de la politique. » Après avoir dit « qu'il ne faut pas mettre tous les bailleurs sociaux dans le même sac », le juppéiste met en garde : « Si nous refusons de faire des économies importantes, nous nous condamnons à l'impuissance. Oui à la défense économique du Finistère. Mais soyons cohérents : il y a des milliards de dettes en France. »

Nathalie Sarrazzelle lui réplique : « Sans parler d'impôts nouveaux, il y a de 60 à 80 milliards de fraude par an. Nos augmentations de dépenses sont liées à l'augmentation du nombre de personnes âgées comme de personnes aidées. Nous demandons une attention particulière de l'État à nos missions. »

# SALON DU CAMPING CAR À PLOUAY (56)

Neufs et occasions

Parking de l'arrivée

Du vendredi 20 au  
lundi 23 octobre

+ DE 300  
CAMPING-CARS

ENTRÉE  
PAYANTE : 3€  
RESTAURATION  
SUR PLACE

Arc-En-Ciel (Guidel)  
Bretagne Sud Loisirs (Plougoumen)  
Quéven Camping-Cars (Quéven)  
Aven Camping-Cars (Quimperlé)